



En cette rentrée de janvier, dans un contexte de reprise épidémique forte et de mesures sanitaires largement insuffisantes pour y faire face, la voie professionnelle poursuit sa métamorphose pour se conformer aux poncifs libéraux, selon l'idéologie et la volonté du ministre.

Cela passe par le développement de l'apprentissage, avec un nouvel objectif de « 800.000 jeunes en alternance par an dans le pays ». Le ministère a aussi annoncé vouloir « systématiser pour les professeurs des lycées professionnels un stage en entreprise au moins tous les cinq ans ». Cette volonté d'imposer l'idée que l'entreprise formerait mieux que l'école se manifeste aussi par l'annonce du développement de classes P-TECH.

S'appuyant sur un rapport de l'inspection générale, le ministère porte également le projet de réécrire la circulaire de 2016 concernant les PFMP, pour les déréguler complètement au mépris de nos statuts et de nos conditions de travail. Cette énième attaque sur la voie professionnelle sous statut scolaire parachève la TVP et fait suite à la mise en place des familles de métiers qui a pour effet un appauvrissement de la carte des formations. Dans le même temps, le développement de l'unité facultative secteur sportif se limite à une coloration sans moyens et ne constitue en rien les prémisses d'une filière « métiers du sport » en lycée professionnel.

Entre blocage de salaires, dégradations des conditions d'études pour les élèves et de travail pour les personnels, les raisons de se mobiliser lors de la journée interprofessionnelle de grève du 27 janvier ne manquent pas. Soyons nombreux à montrer notre détermination à obtenir une autre politique !